

Arrêté urbanisme

2022/004

Envoyé en préfecture le 16/05/2022

Reçu en préfecture le 16/05/2022

Affiché le



ID : 033-243301181-20220516-220511MAJPLU2-AR

ARRÊTÉ

portant mise à jour des Plans locaux d'urbanisme
concernant les communes de CIVRAC DE BLAYE, SAINT SAVIN et SAINT YZAN DE
SOUDIAC et de la Carte communale de SAINT MARIENS

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES LATITUDE NORD GIRONDE,

VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 151-43, L 153-60 et L 152-7, et R 151-51, R 153-18 et L 163-10, R 161-8 et R 163-8,

VU la prise de compétence en date du 27 mars 2017 autorisant la Communauté de communes Latitude Nord Gironde avec adhésion de la commune de Saint Vivien de Blaye au 1^{er} janvier 2020, à se doter de la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

VU le Plan local d'urbanisme de la commune de Civrac de Blaye approuvé par délibération du Conseil municipal le 2 septembre 2009,

VU le Plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Savin approuvé par délibération du Conseil municipal le 9 avril 2009,

VU le Plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Yzan-de-Soudiac approuvé par délibération du Conseil municipal le 25 mai 2012,

VU la révision de la Carte communale de la commune de Saint-Mariens approuvée par délibération du Conseil municipal le 4 mai 2010,

VU l'arrêté du 1^{er} mars 2021 abrogeant le décret en date du 18 avril 1995 instituant des servitudes d'utilité publique au profit de **France Télécom** relatives aux servitudes d'utilité publique contre les perturbations électromagnétiques (PT1) concernant le « centre radioélectrique station de Saint-Savin/Célestin Joubert sur le territoire des communes de CIVRAC DE BLAYE, SAINT-MARIENS, SAINT-SAVIN et SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC,

ARRETE

Article 1 – Les Plans locaux d'urbanisme des communes de CIVRAC DE BLAYE, SAINT-SAVIN et SAINT-YZAN-DE-SOUDIAC et la Carte communale de SAINT-MARIENS sont mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, la décision de servitude d'utilité publique abrogée a été retirée des recueils des P.L.U. et de la C.C.

Servitude abrogée :

PT1 – Protection contre les perturbations électromagnétiques :

- Centre radioélectrique station Saint-Savin/Célestin Joubert

Arrêté du 1^{er} mars 2021 abrogeant les servitudes

Service responsable : France TELECOM au profit de Orange

Article 2 – La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, à la Communauté de communes Latitude Nord Gironde, dans chaque commune concernée et à la Préfecture de la Gironde.

Article 3 – Le présent arrêté sera affiché en mairie de Civrac de Blaye, Saint-Mariens, Saint-Savin et Saint-Yzan-de-Soudiac et au siège de la Communauté de communes Latitude Nord Gironde durant 1 mois.

Article 4 – Le présent arrêté sera adressé à la Sous-Préfecture de Blaye.

Fait à Saint-Savin, le 11/05/22

Le Président de la Communauté de
Communes Latitude Nord Gironde,
Eric HAPPERT


Communauté de Communes
Latitude Nord Gironde
33920 SAINT SAVIN

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE SY ZAN DE SOUDIAC**

Nombre de conseillers en exercice : 19

présents : 19

votants : 19

L'an deux mille douze, le vendredi 25 mai 2012, à 20H30, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Yzan de Soudiac, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Pierre ROQUES, Maire de la commune

Date de la convocation : 21 mai 2012

Etaient présents : Mmes **DEBORD** Yolande, **DUPUY** Colette, **DIEUMEGARD** Claudie, **PROLONGEAU** Béatrice, **QUEYLA** Maria, **MERCADIE** Karine, **TAPIE** Chantal, Mrs **ADER** Bernard, **BOULAN** Christian, **BERNARD** Didier, **COTTREAU** Bernard, **LOPEZ** Christian **MONGUILLON** Guy, **PEYROT** Joël, **PRINCE** Jean-Marie, **REVERS** Paul, **VIGNAUD** Jean-Philippe **ROQUES** Pierre (procuration à Mr ROQUES Pierre).

Absents excusés : **TURPIN** Pascal (procuration à Mr ROQUES Pierre)

Secrétaire de séance : **DEBORD** Yolande

LESQUELS FORMENT LA MAJORITE DU CONSEIL EN EXERCICE

**OBJET : DELIBERATION APPROUVANT LE PLU
DELIBERATION N° 51/2012**

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L 123-10, R 123-24 et R 123-25 ;
Vu la délibération du conseil municipal **en date du 13 mai 2005 prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme** ;
Vu le débat du Conseil Municipal sur les orientations du PADD **en date du 16 février 2005** ;
Vu la délibération en date **du 6 mars 2009** du conseil municipal arrétant le projet de plan local d'urbanisme et tirant le bilan de la concertation ;
Vu l'arrêté municipal en date **du 21 juillet 2009** prescrivant l'enquête publique du plan local d'urbanisme ;
Vu la délibération en date du 5 janvier 2010 approuvant le PLU
Vu la délibération du conseil municipal en date du 7 mai 2010 portant retrait de la délibération du 15 janvier 2010 approuvant le PLU et la reprise au stade du PLU arrêté.
Vu les éléments du porter à connaissance transmis par le représentant de l'Etat dans le département,
Vu le débat organisé le 2 juillet 2010 au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;
Vu la délibération en date du 2 juillet 2010 numéro 81/2010 visée du 12/08/2010 tirant le bilan de la concertation ;
Vu la délibération en date 27 mai 2011 arrétant le projet de PLU
Vu l'arrêté du maire en date du 28 décembre 2011 soumettant à l'enquête publique le projet de PLU arrêté par le conseil municipal ;
Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 24/01/2012 au 24/02/2012
Vu les conclusions et le rapport du commissaire-enquêteur ;

Entendu l'exposé du maire,

Considérant que, d'une part les observations formulées par l'Etat, les autres personnes publiques et organismes consultés par le maire et, d'autre part, les résultats de l'enquête publique nécessitent de n'apporter au projet d'élaboration du PLU aucune modification remettant en cause son économie générale.

Considérant que la commune a apporté des modifications mineures qui ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU, tel qu'il a été soumis à l'enquête publique ;

Considérant que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, tel qu'il est présenté au Conseil Municipal, est prêt à être approuvé ;

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents :

1°) APPROUVE le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente.

2°) Dit que, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise au Sous-Préfet et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal local, diffusé dans le département et autorisé à faire passer les annonces légales.

3°) **INFORME** que le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture.

4°) La présente délibération est exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications ;
- après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité :
Affichage en Mairie,
Mention de cet affichage en caractère apprenants dans un journal diffusé dans le département. L'affichage en mairie court à compter du premier jour d'affichage.



Fait et délibéré

LE 25/05/2012

Le Maire,

Pierre ROQUES

